Crise migratoire : le gouvernement lance une enquête flash pour chercher à « objectiver » les flux de mineurs isolés dans les départements

29/08/2023 à 18h12



Dans une lettre adressée au président de la République et à la première ministre, le président des Alpes-Maritimes Charles-Ange Ginésy avait déploré «une situation migratoire explosive» et alerté sur les mineurs isolés que ses services ne peuvent plus prendre en charge.La secrétaire d'État chargée de l'Enfance, Charlotte Caubel, annonce qu'une mission est lancée cette semaine pour chercher à «objectiver» la situation des mineurs isolés dans les départements concernés, dont les Alpes-Maritimes. Parmi les 180.000 enfants placés so*us la protection de l'aide sociale à l'enfance, il y aurait environ 20.000 mineurs étrangers . Au sein des arrivées aux frontières françaises, 80% des prétendus mineurs seraient évalués majeurs, alors qu'une fois devant la justice, la moitié d'entre eux ont en réalité moins de 18 ans, indique une source au sein des autorités.[…] «Cela concerne un tiers des départements, ceux les plus concernés par ces problématiques*», précise la secrétaire d'État chargée de l'Enfance, Charlotte Caubel, dans une volonté «*d'agir rapidement*».

Derrière cette enquête, décidée à la suite de la rentrée des classes du gouvernement, il existe une volonté «*de bien objectiver les flux, d'évaluer les difficultés des départements dans la gestion des mineurs isolés*» , ajoute la secrétaire d'État, rattachée à la première ministre. Le courrier du département maralpin, sous forme d'un nouvel appel à l'aide, révélé vendredi par Le Figaro, l'avait interpellée. «*Je suis surprise par la méthode un peu particulière de Monsieur Ginésy, dit-elle. Mes équipes et moi-même, nous sommes en lien permanent avec lui, tout comme la préfecture. Je n'ai pas attendu cette lettre pour agir, nous travaillons sur la question spécifique des MNA depuis avril.*»

La secrétaire d'État reconnaît un flux en augmentation à la frontière franco-italienne et entend les difficultés rencontrées par les départements. […]

En lançant cette enquête, le gouvernement entend défendre «*un objectif de qualité de la prise en charge de la protection de l'enfance*» . C'est en particulier sur l'évaluation de l'âge des présumés mineurs que l'enquête se voudra scrupuleuse. La secrétaire d'État n'est pas insensible aux alertes des associations, qui ont pointé dans un communiqué commun, vendredi, la situation à Menton «*des jeunes refoulés par les policiers sans évaluation préalable par l'aide sociale à l'enfance*» . «*De nombreux témoignages font état de fausses dates de naissance enregistrées par les policiers pour justifier ces refoulements*», ont-elles relaté, dont La Cimade, La Ligue des droits de l'homme et Médecins du Monde font partie des signataires.

Le Figaro

> *« Déferlement migratoire », « Situation explosive », « Services de l'État dépassés » : le président des Alpes-Maritimes écrit à Emmanuel Macron et à Élisabeth Borne afin d'alerter, une fois de plus, sur l'afflux de migrants*